

## LE TEMOIGNAGE DES PRISONNIERS DE GUERRE FRANÇAIS SUR LEUR VIE QUOTIDIENNE EN HONGRIE (1793-1794)

Le témoignages qui sont à notre disposition sur la vie quotidienne des premiers prisonniers de guerre de la Révolution française en Hongrie nous sont parvenus par ses soldats eux mêmes qui - retournés en France - composèrent leurs mémoires de captivité.

Leur histoire, leur sort sont plus ou moins connus; pourtant, dans leurs témoignages, dans leurs mémoires, reste beaucoup de renseignements précieux à exploiter pour l'historien, et - de tout manière - c'est une page spéciale et particulièrement intéressante de l'histoire des relations franco-hongroises. Les sources en question permettent de compléter nos connaissances dans le domaine de l'histoire militaire aussi bien que de servir et de présenter la vie quotidienne des prisonniers français et d'étudier leurs relations avec la population hongroise et avec les autorités civiles.

Quoique la guerre ait été déclarée à l'Autriche le 20 avril 1792, la problématique des premiers prisonniers de guerre apparaît seulement un an après, en 1793.

A la suite du changement de champ de Dumouriez, l'armée de la Coalition s'engage dans une guerre de forteresses. Cobourg commence l'invasion du Nord. Il dispose de plus de cent mille hommes: quarante-cinq mille Autrichiens, treize mille Anglais commandés par York, douze mille Hanovriens, huit mille Hessois, quinze mille Hollandais, huit mille Prussiens. Avec une extrême lenteur, il se dirige sur la ligne Condé - Valenciennes - Le Quesnoy.

Desormais le nombre des prisonniers français augmente de jour en jour. Mais il fallait se rendre compte, que ces soldats n'étaient plus de simples mercenaires au moment de la prise de Condé, Valenciennes, Le Quesnoy, mais de vrais patriotes, révolutionnaires et même agitateurs; des messagers de la Liberté - Égalité - Fraternité de la Révolution.

La force de la nation, et le défi d'une guerre idéologique choque la vieille Europe. Il est évident que ces soldats ne sont plus les recrues de l'armée royale, et que leurs officiers ne sont plus les représentants de la noblesse, faciles à récon-

vertir et prêts à changer de camp. Ainsi, le problème des prisonniers de guerre deviendra en même temps un problème politique de première importance. Pour le résoudre, la vieille Europe invente le prototype du camp de prisonniers isolé, placé loin du pays d'origine et facile à surveiller, et qui est capable d'accueillir grand nombre de prisonniers.

Pour le commandement militaire autrichien, les forteresses de Sud-Est de Hongrie, qui ont perdu beaucoup de leur importance stratégique avec la décadence de l'Empire Turc, comme lieu de détention, offrent une solution idéale. L'itinéraire du transport était le suivant: du champ de bataille, les prisonniers étaient conduits à Kintzbourg, ensuite, par voie fluviale (sur le Danube, sur la Drave, sur la Theiss) ils étaient transportés dans cette région lointaine, où les travaux préparatifs avaient été déjà entrepris pour assurer leur accueil, depuis le mois d'août. En effet, on s'est mis à renover les casernes, on a enregistré leur capacité d'accueil. Malgré tout cela, leur installation, les problèmes sanitaires et les inconvénients politique, tous ensemble, mettaient en sérieuses difficultés les autorités militaires.<sup>1</sup>

Quant à la France, c'était la Convention Nationale qui s'est occupée pour la première fois avec les problèmes des prisonniers français, et ceci dès les mois d'été de l'année 1793. D'après la proposition de Cambacérès on a décrété: "La Convention Nationale sur la proposition d'un de ses membres, décrète que le ministre de la guerre sera tenue de nommer dans ses bureaux, un ou plusieurs commis pour recevoir les secours destinés aux prisonniers de guerre, les enregistrer, et les leur faire parvenir directement et sans aucun frais. Ces commis fourniront quittance du montant de ces secours, et demeureront responsables. Le présent décret ne prive point les citoyens de la faculté d'envoyer directement des fonds aux prisonniers de guerre."<sup>2</sup>

L'intensité de l'activité militaire révélait rapidement les insuffisances des plans d'installation. Par exemple, le Conseil de Guerre Suprême prévoyait l'installation

---

1 Zoltán Barcsay-Amant: *Les prisonnières de guerre de la Révolution française en Hongrie. La première année de leur établissement.* 1793. Budapest, 1934.

2 *Le Moniteur*, 24 juin 1793 p. 714.

de quatre mille prisonniers français à partir de l'été 1793, mais les rapports parlaient de plus de sept mille, et en octobre ils avançaient un chiffre beaucoup plus élevé encore; - onze mille prisonniers. Il fallait donc modifier le plan établi, et rajouter aux lieux de détention fortifiés du Sud-Est de Hongrie (Szeged, Temesvár, Arad, Pétervárad, Eszék etc.) d'autres régions, comme la Transylvanie (Fogaras, Gyulafehérvár, Medgyes, Nagyszeben etc.), quelques forteresses du Nord-Ouest (Győr, Pozsony etc.) une forteresse sub-carpathique (Munkács) et même celles de Pest et Buda, au centre du pays. De plus, sous la pression d'une multitude inattendue de prisonniers - et malgré la volonté expresse de l'empereur François - ils étaient également installés en Styrie et en Basse-Autriche.<sup>3</sup>

Deux facteurs ont défini principalement la situation des prisonniers: leur conditions hygiéniques d'abord, et leur hygiène mentale, ensuite; c'est à dire le fait qu'ils avaient été "contaminés" politiquement, par conséquent, ils étaient considérés comme des éléments dangereux en Hongrie.

La mortalité des transports s'élevait de quinze à vingt pour-cent. Le scorbut, la diarrhée, la dysentérie, la fièvre des blessés avaient leur victimes. Avec l'arrivée du mauvais temps, le nombre des malades ne cessait pas d'augmenter: n'oublions pas, que la majorité des prisonniers de guerre s'est arrivée en Hongrie en fin d'automne, et l'hiver faisait geler les rivières: ils devaient faire le reste du chemin à la marche. Du point de vue de leur condition physique les rapports militaires distinguaient trois niveaux: ceux qui étaient en bonne santé, ensuite les transportables, enfin ceux, qu'on devait laisser hospitaliser le plus rapidement possible. Ces derniers pouvaient rester dans les hôpitaux militaires de Presbourg et de Pest. Des feux et de la fumée témoignèrent souvent le passage des prisonniers français et la peur de la population locale d'une épidémie.<sup>4</sup>

Les mémoires nous permettent la reconstruction de l'itinéraire du transport aussi bien que la présentation de la vie quotidienne des prisonniers français. Dans la présente étude je me suis appuyé sur deux mémoires: ceux du général Dellard ont été rédigés juste après événements, mais le manuscrit de ces Mémoires a été

---

3 Jean-Paul Bertaud: *La vie quotidienne des soldats de la Révolution 1789-1799*. Hachette, 1985. pp. 258-263.

4 Zoltán Barcsay-Amant: op. cit. pp. 70-78.

perdu pendant la campagne de Russie en 1812. Il les reconstituait par la suite, mais ce nouveau manuscrit n'était que partiellement retrouvé. La partie qui a été publiée apporte une contribution intéressante à l'histoire des premiers prisonniers de guerre de la Révolution française. Nous avons retrouvé également un autre manuscrit quasiment oublié: celui du "Manifeste" du capitaine Joseph Hautière, écrit en 1796, à son retour de Hongrie, dans un style peut-être trop souvent déclamatoire et très proche de la langue parlée, mais qui représente tout de même une authenticité remarquable, et contient des renseignements précieux.

Leurs impressions, leurs expériences semblent être déterminées avant tout par des péripéties et par des souffrances du transport qui les menait vers la Hongrie.

Le premier mémorialiste, le général Dellard commençait son voyage involontaire et forcé à Cologne, ensuite, en arrivant au bord du Danube il continuait par la voie fluviale, avec d'autres prisonniers français, sur des radeaux de bois: "Nous faisons par jour de vingt à trente lieues - écrit-il. Il fallait conséquemment se pourvoir de vivres dans les endroits où nous couchions sur les bords du fleuve. Un bateau qu'on appelait l'Infirmerie nous suivait, portant les malades du convoi. Malheur à celui qui y mettait les pieds, il était à l'instant trappé d'une espèce de peste qui l'envoyait bientôt au tombeau. Tous les soirs, on en retirait les cadavres de malheureux qui avaient succombé à cette affreuse épidémie et on les enterrait sur le bord de l'eau. Il n'était pas rare d'en voir jeter encore vivants dans les fosses mortuaires, creusées par les prisonniers eux-mêmes, sous la surveillance de notre escorte. ... En passant sous Vienne, un grand nombre de malades qui avaient jusq' alors évité d'aller à l'infirmerie, demandèrent à entrer à l'hôpital. Cette grâce leur fut refusée..."<sup>5</sup>

Après cette traversée dramatique et pleine de souffrances les conditions de vie de Dellard se sont améliorées, lorsqu'il est arrivé dans un camp de prisonniers à Djakovo, aux frontières de la Turquie; là 300 officiers vivaient dans un ancien camp militaire: "Le local qu'ils occupaient avait jadis servi d'infirmerie à la cavalerie autrichienne dans la dernière guerre contre la Turquie. Les officiers français

---

5 Général baron François Dellard: *Mémoires militaires sur les guerres de la République et de l'Empire*. Paris, 1882. p. 41.

étaient par chambrées et vivaient à l'ordinaire comme des soldats. Cet arrangement était le seul qui nous convint, vu la modicité de notre paye et l'impossibilité de vivre isolément. Des soldats français qu'on nous avait permis de retirer des casernes de Temeswar, place située dans notre voisinage et où ils mourraient comme des mouches, allaient nous chercher des provisions dans le bourg voisin et nous servaient en même temps de Cuisiniers."<sup>6</sup>

Le 8 novembre 1793 le capitaine Joseph Hautière et ses camarades arrivèrent aux cantons préparés dans les environs de Kintzbourg, en attendant les ordres pour l'embarquement. "Les barques - écrit-il - sur lesquelles nous étions montés étaient d'une construction faible et peu sûre. Le nombre n'ayant pas été suffisant, on construisit des radeaux sur lesquels on mit les malheureux soldats. Un ou deux officiers, chargés de l'inspection de ces misérables, avaient seuls une espèce de cabane construite sur le milieu du radeau, où ils se mettaient à l'abri du mauvais temps et se chauffaient à l'aide d'une espèce de poêle qu'on y avait mis.

Depuis notre embarquement, les soldats furent séparés des officiers et ne purent conséquemment en recevoir des secours dans les moments où ils avaient le plus besoin.

Notre destination était pour Pest, Mungatz, Esseg, Segedhin, Temeswar, Grand-Waradin et Ratz, villes de la basse Hongrie et la plupart voisines de la Turquie.

Pendant les premiers jours de notre trajet sur le fleuve, nous ne perdîmes pas beaucoup de soldats, mais lorsque nous commençâmes à nous approcher de l'Autriche, chaque jour, nous voyions sur les rives de ce fleuve des cadavres jetés çà et là, le mauvais temps, le manquement de vivres, l'abandon des malades, tout, en un mot, conspirait notre destruction. Nos chefs d'escorte n'en pouvaient moins; on ne leur donnait aucun moyen de soulager l'humanité souffrante. Nous eûmes une perte assez considérable depuis Kintzbourg à Lintz."<sup>7</sup>

---

6 Général baron François Dellard: op. cit. p. 54.

7 "Manifeste du traitement des prisonniers français pendant leur captivité (en Hongrie) en 1793, 94 et 95, par le citoyen Joseph Hautière, capitaine au 6<sup>e</sup> bataillon de Soissons, fait prisonnier à l'affaire du 12 septembre 1793, à Avesnelebec" Bibliothèque Nationale - Manuscrits 10173.

Le 23 décembre 1783 ils sont arrivés à l'hôpital de Pest. "Ce bâtiment immense à trois quarts de lieue de Pest, est bâti sur la rive gauche du Danube - écrit-il. Les colonnes du Quesnoy et de l'affaire d'Avesnelesec achevèrent de remplir ce lieu par le grand nombre de malades qu'elles avaient. Ces malheureux restèrent trois à quatre jours sans recevoir aucun soulagement. Le petit nombre de bien portants fut transféré à Mungatz. Dans l'espace de quinze jours, 12 à 1800 prisonniers furent détruits, sans secours suffisants pour se soulager au besoin; point de chirurgiens instruits, sans linge pour changer, couverts de vermines, sans cesse en butte aux injures et à la barbarie des officiers de police, beaucoup ne purent résister à tant de cruautés: chaque jour, plus ou moins de malheureux étaient sacrifiés.

Pendant le fort de maladie, un tomberau était continuellement occupé à transporter les morts dans les trous immenses des sables de la rive droite du fleuve, où des milliers de victimes demandent à hautes cris vengeance des assassinats commis en leur personne."<sup>8</sup>

La vie quotidienne des prisonniers français avait été déterminée avant tout par l'attitude des autorités militaires autrichiennes, mais leurs conditions de vie réelle - souvent malgré la volonté expresse du Haut Commandement militaire - changeaient de localité en localité.

Ainsi, par exemple à Djakovo - écrit Dellard - nous vivions bien; les subsistances étaient faciles à se procurer et peu coûteuses. Une oie, par exemple, ne valait que six à sept sous. ... Nous jouâmes, il est vrai, quelques pièces du Théâtre-Français, particulièrement de Voltaire, mais elles ne pouvaient nullement porter atteinte au bon ordre et encore moins à l'esprit des sujets de François II. Ce qui n'empêcha pas que trois de nos principaux acteurs ne fussent enlevés de nuit et conduit en Transylvanie, où ils expièrent par une plus longue captivité l'innocent plaisir que ce délassement leur avait procuré."<sup>9</sup>

Les mémoires du capitaine Joseph Hautière insistent sur les difficultés financières des soldats prisonniers. "En vain nous avons voulu soulager les malheureux

---

8 Joseph Hautière: op. cit.

9 Général baron François Dellard: op. cit. p. 58.

soldats: les officiers autrichiens y ont mis opposition. On empêchait ces misérables d'entrer dans les salles d'officiers, et des sentinelles veillaient à ce qu' ils ne reçussent aucun secours de leurs chefs. On a encore, depuis ce temps malheureux, cherché à faire passer des fonds aux soldats, mais le gouvernement de Pest s'y est opposé. Il y a seulement eu 200 florins qu'on a remis au lieutenant commandant à l'hôpital de Pest, et il est prouvé que cet argus n'a distribué qu'une cinquantaine de florins tout au plus. Voici l'emploi qu'il en a fait. Il donnait environ un quart once de tabac à fumer ou en poudre pour 10 à 12 malheureux. Cette réparation se faisait sur le nombre de soldats qui se trouvaient à l'hôpital et tous les 10 à 15 jours. Ainsi, sur 100 ou 200 soldats s'y trouvaient alors cette somme n'a jamais pu être entièrement dépensée. Qu' est devenu le reste? Ceci n'est pas bien difficile à trouver. Prud-homme, commandant au 3<sup>e</sup>, bataillon de Paris, avait remis au capitaine de police à Grand-Varadin, une somme 30 à 40 florins pour être distribuée aux soldats de son bataillon; on la lui a remise, en répondant que le cabinet de Vienne avait fait une défense expresse de rien laisser passer aux prisonniers des officiers."<sup>10</sup>

Pourtant, les Conseils des municipalités conformément aux ordres du Conseil de Guerre et aux décisions du Haut-Commandement, devaient prendre plusieurs initiatives pour régulariser la situation des prisonniers de guerre; les médecins et les guérisseurs des villes concernées ont été mobilisés, "pour accomplir sans tarder, leur tâche", c'est à dire pour soigner les prisonniers, tout en prévoyant, que "les soins quotidiens des malades soient assurés par leurs camarades."<sup>11</sup> Pour éviter une épidémie, les malades contagieux ont été isolés dans des maisons et de greniers disponibles de la ville en question.<sup>12</sup> De toute évidence, dans ces conditions il n'était pas possible de les surveiller sérieusement. D'autre part, l'étiquette militaire de l'ancien régime voulait que l'officier soit considéré en gentilhomme dans toutes conditions, et ceci supposait également une liberté de mouvement beaucoup plus large en ville pour eux. Il n'est pas du tout étonnant, que les plus courageux

---

10 Joseph Hautière: op. cit.

11 Archives départementales du comitat Csongrád, protocole du conseil municipal, 2022/1793.

12 Archives départementales du comitat Csongrád, acte du conseil municipal, 1931/1793.

pouvaient s'évader sans trop de difficultés.<sup>13</sup> En même temps, les appels des autorités adressés à population pour dénoncer les évadés n'avaient aucun effet, car aucune initiative de la part de la population ne s'est pas manifestée en ce domaine, malgré le fait que le prime offert fut considérable, identique à celui des déserteurs de l'armée impériale.<sup>14</sup>

En ce qui concerne les difficultés de communication inévitables de ces prisonniers dans la région Sud-Est de la Hongrie, il faut le dire qu'elles étaient beaucoup moins importantes qu'on ne le croyait: durant la première moitié du dix-huitième siècle des colons étrangers avaient été installés en Hongrie pour repeupler la terre déserte, abandonnée par les turcs après cent-cinquante ans de domination de conséquences économiques particulièrement graves. Il y avait un bon nombre de français entre eux, qui, au moment de l'arrivée des prisonniers parlaient encore leur langue maternelle. Ainsi, par exemple dans le registre des baptêmes de la paroisse de Szeged on note vingt-deux noms français entre dix-sept-cent-cinquante et dix-sept-cent-soixante-quinze. (Les noms qui existent toujours à Szeged, comme "Le mont Français" - qui était couvert de vignes à l'époque, ou la rue Française gardent également le souvenir de ces colons venus de France.)<sup>15</sup> En tout cas, il n'est pas du tout étonnant, qu'un officier, nommé Méconté parle dans son journal d'un ton enthousiasmé des belles demoiselles, qui, en partie, parlent français.<sup>16</sup>

Les autorités étaient préoccupées avant tout des rapports politiques éventuels des prisonniers: "vue de la variété de la population de la ville et la grande quantité de têtes folles et troublées qui se trouvent parmi les officiers français."<sup>17</sup> En effet, il y avait une population très fortement "variée" dans cette région de

---

13 Archives départementales du comitat Csongrád, acte du conseil municipal, 2001/1793.

14 Archives départementales du comitat Csongrád, protocole du conseil municipal, 96/1794.

15 László Palásti: *Le mont Français, la vallée Française, la puszta (pays découvert) Française*. Szeged, 1962.

16 Zoltán Barcsay-Amant: op. cit. p. 89.

17 Ferenc Oltvai: *L'histoire de Szeged, d'après les souvenirs du passé (1222-1945)*. Szeged, 1968. pp. 87-88.



Hongrie; on y trouve également des bulgares, des serbes, des grecs, des turcs et des allemands. Ce danger ne semblait pas du tout négligeable, vu que les prisonniers n'étaient pas coupés hermétiquement de leur pays d'origine: nous avons des témoignages de l'arrivée plus ou moins régulière des marchands venus des Pays-Bas et même de la France. Ces derniers étaient particulièrement suspects devant les autorités. Tout d'abord, parce que le commerce avec les provinces occupées par les français était interdit. D'autre part, parce que ces marchands pouvaient assurer le contact entre les prisonniers et leur patrie, ils étaient à la fois porteurs de marchandises, de lettres et d'informations jugées dangereuses.<sup>18</sup>

Nombreux sont les témoignages qui prouvent à quel point les autorités craignaient le rayonnement idéologique de la Révolution: les bagages des prisonniers devaient être fouillés et les livres suspects confisqués. Quelques uns des prisonniers ont rédigé leur journaux, ils ont retracé l'itinéraire du transport, avec les noms des localités, ils parlaient de leur distance, et bien sûr, ils décrivaient la vie quotidienne de leur captivité. Les autorités ont également confisqué ces documents, tout en assurant les autres, que si leurs notes n'étaient pas nuisible aux intérêts politiques de la monarchie, au moment de la libération, ils pourront les récupérer.<sup>19</sup>

Les autorités militaires ont très sévèrement contrôlé et censuré les lettres, la correspondance des soldats français. Il fallait d'abord présenter toutes les lettres au Conseil de Guerre de la Cour, pour pouvoir leur donner une suite favorable. En même temps il était sévèrement interdit à la population d'accepter et d'aider à transmettre les lettres des prisonniers français. Plusieurs fois des avertissements ont été lancés à la population "de ne point converser avec ces prisonniers."<sup>20</sup>

Les sous-officiers et les simples soldats avaient très peu de liberté de mouvement. Ils ne pouvaient quitter leurs prisons pour aller en ville que pour faire des achats, et ceci sous escorte, ou bien à une occasion extraordinaire, par exemple à

---

18 Archives départementales du comitat Csongrád, protocole du conseil municipal, 1835/1794; 71/1795; 422/1795; 976/1795.

19 Archives départementales du comitat Csongrád, protocole du conseil municipal, 1745/1793.

20 Archives départementales du comitat Csongrád, protocole du conseil municipal, 2049/1793.

l'occasion des funérailles d'un camarade. Ces mesures sévères n'étaient pas l'employées vis-à-vis des officiers. Pour eux, prendre contact avec la population n'était pas interdit, mais ils devaient donner leur parole d'honneur de ne jamais parler de "leur propre constitutions" aux habitants, et de ne jamais quitter les limites de la ville.<sup>21</sup> Pour assurer leur frais, les commandements militaires locaux versaient une certaine somme d'argent au prisonniers. Les officiers, les sous-officiers et les simples soldats devaient se débrouiller avec cet argent reçu: acheter leurs lits, leurs vaisselles etc., et ceci parce que le trésor royal voulait récupérer - au moins en partie - la pension versée au prisonniers français.<sup>22</sup>

Par conséquent, entre les marchands locaux et les français une sorte de contact économique s'est établi et se stabilisait progressivement. Les intervention du Conseil de Guerre le prouvent, car il ne cessait pas de lancer les appels aux marchands locaux: pas de crédit aux prisonniers français! Ils doivent payer comptant, car les autorités, en aucun cas, ne se portent pas garant, et payeront pas les dettes des prisonniers français...<sup>23</sup> D'après les témoignages, la population s'intéressait surtout aux tissus et aux vêtements français. Étant donné que les officiers avaient des bagages relativement importants, ils ont répondu à cette demande du marché local en vendant leurs vêtements. A leur tour, les autorités, pour des raisons sanitaires, ont plusieurs fois attiré l'attention des habitants de la ville de s'abstenir "aux achats des vêtements français."<sup>24</sup> Il est à noter également, que ces rapports économiques avaient de temps en temps un aspect plutôt politisant: par exemple, sur les boutons de vêtement mis en vente par des officiers français, figuraient les mots "Liberté, Égalité, Fraternité". Les français avaient aussi l'habitude de faire cadeau aux habitants de cocardes, sûrement pas uniquement pour des raisons commerciales...

---

21 Archives départementales du comitat Csongrád, protocole du conseil municipal, 1775/1793; 1776/1793; 1326/1794.

22 Zoltán Barcsay-Amant: op. cit. pp. 78-83.

23 Archives départementales du comitat Csongrád, protocole du conseil municipal, 1877/1793; 1794/1793; 1835/1794.

24 Archives départementales du comitat Csongrád, protocole du conseil municipal, 1914/1793.

Pour conclure, nous insistons sur le fait que les prisonniers de guerre français étaient vraisemblablement les premiers à annoncer la Révolution à la population hongroise de la région, et - peut-être - les premiers à interpréter ses conséquences immédiates devant les habitants de ces grandes villes de la campagne hongroise et transylvaine.

C'est pour cette raison, que même les problèmes les plus insignifiants de ces prisonniers appartenèrent devant le Haut-Commandement militaire, et que leur sort intéressait tant l'empereur François II lui-même.

Les autorités, les représentants du régime ancien - s'ils ne savaient peut-être pas tout à fait clairement, ils présentaient déjà sûrement que ces prisonniers possédaient quelque chose de particulièrement efficace et dangereux: l'esprit de quatre-vingt-neuf, qui pouvait être beaucoup plus dangereux pour eux que les armes, que ces français furent contraints de poser devant l'adversaire quelque part dans la région du Rhin.

## A FRANCIA HADIFOGLYOK ÍRÁSAI MAGYARORSZÁGI HÉTKÖZNAPIAJKRÓL (1793-1794)

Nemcsak a magyar-francia kapcsolatok, hanem a nagy francia forradalom törtérikumának is kissé elnagyolt és kissé elfelejtett fejezete a forradalmi háborúk első francia hadifoglyainak története.

1793 őszén - Günzburgnál behajózva - a Duna vízi útján indította Magyarország felé az első hadifogoly-szállítmányokat az osztrák katonai vezetés. Ezeknek az első fogolytáboroknak a színhelyéül ugyanis Dél-Kelet-Magyarország és Erdély - a török veszély elmúltával katonai szempontból immár jelentéktelenné vált - várai és kaszárnyái kínálkoztak.

A legfelsőbb haditanács központi utasításai alapján igen jól lehet rekonstruálni a francia hadifoglyok hétköznapjait, melyet alapvetően két tényező befolyásolt. Egyrészt az egészségügyi, mentálhigiéniai helyzet, másrészt az a tény, hogy ezek az emberek a forradalmi Franciaország eszméitől "fertőzöttek", politikailag veszélyesnek minősülő elemként kerültek Magyarországra. A hatóságok számára mindkét kérdéskör komoly dilemmát jelentett. A skorbut, a diaré, a dizentéria, a sebláz folyamatosan szedte áldozatait. A tábori kórházak zsúfolásig megteltek. Nagy tüzek égetése és gyakori füstölések mutatták, hogy a beteg foglyokat befogadó városok lakossága járványtól tartott. Azt, hogy a hatóságok mennyire félték a forradalom szellemétől, számos központi utasítás, parancs bizonyítja. Így elrendelték: a hadifoglyok személyes dolgait alaposan át kell kutatni és meg kell nézni, hogy nem rejtegetnek-e tiltott könyvket. A lakosságot több alkalommal figyelmeztették: "ezen foglyokkal teljességgel ne társalkodjanak". Dellard tábornok és Hautière kapitány följegyzései pedig mindezeket a hadifoglyok szemével látatják, miközben mozaikszerűen felvillannak a korabeli magyar hétköznapok is.